

conscription. Eh bien, nous resterons ici et nous attendrons le renseignement. La subvention a toujours été votée depuis vingt ans que je suis député, et on a jamais demandé de le réserver. On a aucune difficulté à se procurer les rapports en question, car j'étais présent lorsque le commandant du bateau et le président de la compagnie les ont remis au ministre. L'honorable député est libre de croire qu'il a rendu un grand service à son pays en bloquant cet article simplement par ce que le service se trouve dans ma circonscription; mais cela peut nous conduire loin.

L'hon. M. GUTHRIE: Mon honorable ami va un peu loin. Il dit que nous bloquons un article parce qu'il vise un service qui se trouve dans sa circonscription. Quand la demande a été faite, on ignorait probablement que la chose intéressait la circonscription de mon honorable ami. Je ne le savais certainement pas. Mais voici un crédit qu'on porte de \$4,000 à \$7,000. Le ministre prétend avoir des motifs qu'il nous communiquera. Nous demandons simplement que l'article soit réservé, sans chercher à savoir si cela intéresse ou non la circonscription de l'honorable solliciteur général. L'honorable ministre n'a pas besoin de se fâcher.

M. McKENZIE: Je ne suis pas fâché; je n'ai d'ailleurs aucune raison de l'être. Je ne pourrais l'être que si les protestations et les objections venaient d'un gentilhomme.

M. GARLAND (Bow-River): Le comité a le droit d'avoir ces renseignements; l'article doit être réservé.

L'hon. M. STEVENS: Tout s'est bien passé jusqu'ici. En effet sur une quarantaine d'articles, nous n'en avons retenu que quatre; il me semble que la demande est bien raisonnable.

L'hon. M. LAPOINTE: Le comité devient de mauvaise humeur.

L'hon. M. STEVENS: Nous n'avons pas fait cette demande dans l'intention de froisser mon honorable ami (M McKenzie) qui, dans tous les cas, ne s'en formalisera pas.

(Le crédit est réservé.)

Service de bateau à vapeur entre Sydney et les ports du lac Bras-d'Or et les ports des côtes occidentales et orientales du Cap-Breton, \$14,000.

M. HANSON: Combien de services comprend cet article?

L'hon. M. ROBB: Il y en a plusieurs; ils se trouvent là où il n'y a pas de chemin de fer.

(Le crédit est adopté.)

[L'hon. M. Robb.]

Pour organiser une expédition canadienne en France, \$50,000.

L'hon. M. STEVENS: Quels sont les détails?

L'hon. M. ROBB: L'an dernier, M. le sénateur Beaubien s'est entendu avec la France pour que, en considération du fait que nous avons transporté gratuitement les produits français exposés au Canada, la France transporterait à son tour gratuitement et donnerait certains autres avantages aux produits canadiens exposés chez elle. Pour profiter de cet arrangement, il serait bon de faire des démarches maintenant, alors que le même gouvernement est au pouvoir, en France, et avant qu'il oublie la chose. Nous avons l'intention d'envoyer en France une collection de spécimens agricoles et industriels.

L'hon. M. STEVENS: Je n'ai personnellement aucun désir de retarder le vote. En réalité, je l'approuve et je dis franchement que cela aidera, je crois, ceux que le marché français intéresse. Je suis d'avis que l'exposition du train canadien en France nous serait fort avantageuse. Nous devrions faire tout en notre possible pour encourager le commerce entre les deux pays et j'appuie ce vote de tout cœur. Je connais les détails du projet et je le favorise entièrement.

L'hon. M. GUTHRIE: Comment a-t-on calculé ce montant de \$50,000?

L'hon. M. ROBB: C'est une simple estimation. Les négociations avec la France ont été faites par le sénateur Beaubien. Cela pourra exiger plus que \$50,000, mais nous avons mis ce montant dans l'espoir de pouvoir nous faire aider par l'association des manufacturiers.

M. IRVINE: Il me semble que la France importe peu de produits agricoles d'aucun pays. Quelles sont ses importations agricoles du Canada?

L'hon. M. ROBB: Nous pouvons nous procurer ce renseignement, mais mon honorable ami est dans l'erreur, car la France a fait des achats considérables au Canada et nous espérons faire augmenter le chiffre de ses achats. Si la France achetait tous les produits que nous avons à vendre, il ne serait pas nécessaire d'y envoyer un train-exposition. C'est parce que nous voulons augmenter le commerce canadien sur ce marché, surtout celui de nos produits agricoles, que nous nous occupons de cela.

L'hon. M. STEVENS: Les produits agricoles ou les machines?